

M. QUELCH: Je demande qu'on fasse également pression sur les pays créditeurs. J'ai l'idée que cet Acte semble croire que c'est le pays débiteur qui est à blâmer. Nous convenons tous qu'il y aura des pays qui, comme les débiteurs privés, essaieront d'obtenir des marchandises sans payer, mais nous devons reconnaître le fait qu'il y a des pays qui ne demandent qu'à payer. Cela me rappelle le cas de l'Australie en 1930. La mission Niemeyer alla en Australie en 1930 et lui dit que le seul moyen d'équilibrer son commerce était d'équilibrer son budget et de réduire ses dépenses. Vous conviendrez, je l'espère, que ce n'est pas la solution. L'Australie avait des surplus de marchandises à exporter et ne pouvait pas les exporter. Cette mission lui dit que le seul moyen d'équilibrer ses paiements était d'adopter une politique de déflation. Nous pouvons sûrement trouver un moyen d'équilibrer les paiements au moyen de l'expansion plutôt que par des restrictions.

M. MACDONNELL: Permettez-moi une question. J'ai une idée au sujet de ce que demande M. Quelch et je vais la faire précéder de deux remarques. L'une est une remarque que vous avez faite vous-même une fois ou deux cet après-midi, monsieur Rasminsky, quand vous avez fait allusion à ce Fonds. Je crois que vous avez employé les mots que cela nous donnerait le "temps de respirer". Si je comprends bien Bretton Woods est un accord monétaire et ceux de vous qui l'ont préparé espèrent qu'il sera suivi et appuyé d'accords commerciaux.

Le TÉMOIN: En effet.

M. MACDONNELL: Je crois que ce que la plupart de nous avons dans l'idée est la crainte que cet accord n'aboutisse à rien parce que les Etats-Unis n'ont pas encore appris que le commerce consiste à acheter aussi bien qu'à vendre. Je me demande si vous pourriez dire un mot à ce sujet parce que je suppose qu'en préparant et élaborant cet accord vous avez dû peser dans votre esprit ses chances de succès. Mon autre question se rapporte à l'exemple que vous avez donné cet après-midi du genre de situation dans laquelle ce Fonds pourrait être employé par votre propre pays. Vous avez décrit une situation dans laquelle nous pourrions être forcés de chercher un remède et où ce Fonds pourrait servir de remède. Je crois que vous avez fixé à \$75,000,000 le chiffre de change étranger que nous pourrions acheter au Fonds.

Le TÉMOIN: Pour quatre ans.

M. MACDONNELL: Pour quatre ans. Je voudrais bien que vous nous donniez une idée d'une situation de ce genre. Pourriez-vous nous dire d'abord en quelques mots si vous croyez que les Etats-Unis ont appris cette leçon et ensuite décrire, disons, une situation au Canada, comme vous avez sans doute dû l'imaginer en étudiant ce plan, et nous donner une idée pratique du délai pendant lequel ces \$75,000,000 ainsi mis à notre disposition nous donneraient le "temps de respirer" dont vous avez parlé. Je sais bien que nous nous rendons tous compte que Bretton Woods n'est pas un talisman qui peut tout faire. En ce qui me concerne, j'aime ces mots que vous employez "temps de respirer". Vous pourriez peut-être répondre à mes questions en même temps qu'à celles de M. Quelch.

M. QUELCH: Puis-je ajouter une autre question en même temps? Je n'aime pas du tout le terme "temps de respirer". Ceci est censé être une solution permanente, non pas simplement pour nous donner le temps de respirer après la guerre. En réalité cela ne s'applique pas à la situation immédiatement après la guerre parce que nous reconnaissons qu'il y aura une période de transition de cinq ans.

Le PRÉSIDENT: Un grand nombre de questions ont été posées au témoin. Ne pourrions-nous pas lui donner la chance de répondre à quelques-unes?

Le TÉMOIN: Si vous permettez, j'aimerais revenir à la question initiale de M. Quelch ou plutôt à sa réponse à ma question. Si je comprends bien le point sur lequel M. Quelch insiste est que les pays ne devraient réellement pas avoir